

Lectures

Sous la direction de Serge Paugam

Repenser la solidarité

L'apport des sciences sociales

PUF, 2007. 992 pages, 49 euros

La solidarité est le socle de *l'homo sociologicus*, l'homme lié aux autres et à la société non seulement pour assurer sa protection face aux aléas de la vie, mais aussi pour satisfaire son besoin vital de reconnaissance et réaliser son humanité. Dans des sociétés contemporaines marquées par la déliaison (Zygmunt Bauman) et la désaffiliation (Robert Castel), le risque existe que les individus, à mesure que croissent leur autonomie et leur liberté, se sentent libérés de toute dette à l'égard des générations antérieures, peu sensibles au destin des générations futures, et finalement hostiles à l'idée d'une redistribution à l'égard des plus défavorisés. La solidarité demande alors à être repensée, et c'est à en chercher la nouvelle formule que s'attache cet ouvrage ambitieux, qui a réuni 50 chercheurs et intellectuels de tout premier plan. Sa publication à l'orée de la campagne présidentielle est une bonne nouvelle, car les questions posées sont tout simplement fondamentales.

Il s'agit d'interroger la solidarité à l'aune des défis auxquels les sociétés modernes sont confrontées en ce début du XXI^e siècle : crise de la société salariale, inégalités entre les générations, inégalités de genre, discriminations multiples, ségrégations urbaines et scolaires intenses, dont les effets suscitent un doute sur nos modèles d'intégration... Les contributeurs de ce volume ont recherché les moyens d'aborder ces questions en refusant les solutions simplistes. C'est dans le dessein de clarifier le débat et de dissiper les fréquentes confusions entourant les questions de solidarité, qu'ils s'adressent ici aux universitaires, aux responsables politiques, aux syndicats, au patronat, aux associations : en bref, à tous les citoyens attentifs aux enjeux des réformes en cours ou à venir.

Interrogeant d'abord l'idée problématique d'une justice sociale, l'ouvrage revient sur les solidarités familiales pour en cerner le renouveau et les limites. Mais le lien entre les générations apparaît comme une

problématique plus vaste, qui dans la crise de la société salariale (intensification du travail, instabilité de l'emploi) interroge la forme même de la solidarité et du modèle social de l'Etat-providence fondé sur le travail salarié. Le racisme et les discriminations, les ségrégations urbaines et scolaires apparaissent dès lors comme des mises à vif d'une question plus vaste. La question de la souffrance se repose ainsi au cœur d'une société qui avait travaillé plus de

soixante ans à l'écartier – ou à l'occulter ?

Quel modèle d'Etat-providence ? Les devenirs de la solidarité sociale et d'un système assurantiel de moins en moins social obligent à reposer la question de la conciliation entre solidarité sociale et efficacité économique. Une politique européenne, ou à tout le moins une réflexion à l'échelle européenne s'impose alors.

Richard Robert

Daniel Innerarity

La démocratie sans l'Etat

Essai sur le gouvernement des sociétés complexes

Flammarion, 2006. 255 pages, 19 euros

La politique est devenue impuissante, faute d'un renouvellement de ses concepts et de l'éclaircissement de sa fonction, dans un monde qui s'est profondément transformé. D'où la nécessité de repenser sa tâche, à quoi s'emploie ce professeur de l'université de Saragosse en examinant d'abord ce que, fondamentalement, nous attendons de la politique, puis en se penchant sur quelques traits de la société contemporaine qui invitent à sa transformation, avant d'essayer d'en tirer les conséquences.

Sa définition de la politique tient en quelques propositions sans concessions. Avant tout, le domaine propre de la politique est celui de la contingence qui implique la possibilité pour ce qui existe d'être autrement, et invite donc à rechercher des alternatives. Elle vise le compromis, car on ne doit attendre de la

politique ni plus ni moins que la conciliation des intérêts naturellement divergents. « La politique est un effort acharné pour résoudre les problèmes sociaux en termes d'intégration, un combat contre l'incompatibilité. Ses tâches fondamentales sont la médiation, la convergence, la coopération et l'accord ». La médiation s'impose « parce qu'il n'existe pas de volonté du peuple immédiate et explicite, les institutions de la démocratie représentative créent les espaces publics sans lesquels les intérêts et opinions mal définis peuvent se transformer en arguments politiques précis. C'est seulement après la mise en place d'espaces de ce type que prend forme quelque chose comme un bien commun. »

La pluralité des opinions, des intérêts et des valeurs est le premier trait de nos sociétés avec